

UNE BANQUE SUISSE REFUSE DE LEVER LE SECRET BANCAIRE SUR 52 000 COMPTES ILLÉGAUX DÉTENUS PAR DES CITOYENS AMÉRICAINS

L'Algérie pourrait demander la liste des clients algériens détenant des comptes secrets ayant échappé au fisc

La Suisse et ses banques viennent encore de se distinguer par des pratiques criminelles en matière de gestion des avoirs financiers tenus secrets et ayant échappé au fisc. Cette fois-ci, c'est la banque UBS qui est dans le collimateur du gouvernement américain

La banque suisse UBS a annoncé, jeudi 19 février 2009, qu'elle entendait contester en justice la demande du fisc américain de lui livrer des informations sur 52 000 comptes secrets détenus par des citoyens américains. Plus tôt dans la journée, le ministère de la Justice des Etats-Unis avait exigé que la banque révèle au fisc l'identité de ses clients. L'ensemble des comptes secrets représenterait un total de 14,8 milliards de dollars d'actifs. La querelle intervient au lendemain d'un accord entre l'établissement zurichois et les autorités américaines, au terme duquel la banque suisse avait accepté de payer 780 millions de dollars (614 millions d'euros) pour solder une affaire d'évasion fiscale, et s'était engagée à livrer les identités des clients qu'elle a aidés à échapper au fisc.

Déjà fortement touchée par la crise des finances, UBS avait indiqué, il y a quelques mois, gérer en Suisse 19 000 comptes de clients américains non déclarés au fisc, dont le solde se monte à 18 milliards de dollars, selon un rapport sénatorial américain. Jeudi, le ministre suisse des finances avait confirmé la nouvelle de l'accord, déclarant qu'UBS transmettrait des informations sur 250 à 300 clients américains de la banque. Le règlement a un peu plus ébranlé la confiance dans le secret bancaire, pierre angulaire de la place financière helvétique. Un cabinet d'avocats zurichois a déjà annoncé qu'il porterait plainte contre le gendarme suisse des marchés financiers, la Finma, au nom de quatre clients américains d'UBS.

Les accusations de fraude fiscale contre UBS aux Etats-Unis auraient pu menacer l'«existence» même de la banque, s'est justifiée la Finma. Mais la

polémique risque déjà de faire tache d'huile. L'Union européenne a demandé jeudi à la Suisse de traiter les demandes européennes de levée du secret bancaire de la même façon que celles de Washington.

La presse locale fustige l'attitude du gouvernement suisse

La presse suisse a fustigé, vendredi 20 février, la «capitulation» des autorités helvétiques face aux demandes de la justice américaine sur des comptes secrets d'UBS, la première banque du pays étant critiquée au passage pour avoir mis en jeu le secret bancaire suisse. «La Suisse croyait avoir éteint l'incendie en livrant aux Etats-Unis le nom de clients d'UBS soupçonnés de fraude fiscale», a estimé le journal *24 Heures*, au sujet de l'accord à l'amiable avec Washington prévoyant le paiement par UBS de 780 millions de dollars pour solder une affaire fiscale. «Certains de leur bon droit, les Etats-Unis iront jusqu'au bout de leur politique de puissance», a précisé le quotidien lausannois, évoquant des «méthodes de gangster».

Le journal *le Temps*, qui parle d'un «coup de Trafalgar», a souligné que ce nouveau rebondissement dans les démêlés judiciaires de la banque aux Etats-Unis, «ne tuera peut-être pas le principe du secret bancaire», mais «sonnerait le glas de la gestion de fortunes transfrontalières», spécialité d'UBS. L'élection en novembre du nouveau président des Etats-Unis, Barack Obama, laisse un goût amer, selon *la Tribune de Genève*, estimant que «lorsque les intérêts des Etats-Unis se trouvent en jeu, (Washington) est prêt à



user de tous les moyens pour parvenir à ses fins».

Il faut geler la convention algéro-suisse d'évitement de la double imposition

Et si pour une fois le gouvernement algérien, prenant son courage à deux mains — puisqu'il affiche sa volonté de lutter contre l'évasion fiscale et la fuite des capitaux —, demandait à son tour à la banque UBS de lui donner la liste de ses clients algériens détenant des comptes secrets ayant échappé au fisc en Suisse avec la complicité de cette banque. La demande américaine ayant créé un précédent, UBS ne pourrait donner une suite favorable à l'éventuelle demande des autorités algériennes. Ces dernières viennent de faire beaucoup de

bruit en annonçant la mise en place d'ici la fin 2009 — via le ministère des Finances et la direction générale des impôts d'un service spécialement réservé à l'investigation contre les évasions fiscales.

Mais les démarches peuvent d'ores et déjà être entreprises en direction de la Suisse pour demander cette liste de citoyens algériens détenant des comptes bancaires secrets à UBS, comptes dont les montants n'auraient pas été déclarés aux impôts suisses. Pour rappel — voir le *Soir d'Algérie* du 2 février 2009 (<www.lesoiralgerie.com>) —, une convention entre la Suisse et l'Algérie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune avait été signée à Alger le 3 juin 2006, par les représentants gouvernementaux de ces deux

pays. Un décret signé par le président Bouteflika, portant ratification de cette convention, a été publié au Journal officiel n°4 du 18 janvier 2009. Au-delà des motivations et des non-dits qui ont prévalu dans le choix de la date de cette ratification, les effets et les conséquences sont désastreux, notamment en pleine crise financière mondiale et au moment où nombre de gouvernements prennent des mesures pour lutter contre les fraudes et les évasions fiscales en tous genres.

Dans l'article du 2 février, nous avons posé les questions suivantes : Pourquoi cette convention bilatérale ? Pourquoi maintenant ? Pourquoi avec la Suisse et au profit d'une minorité de privilégiés algériens, les «fortunés et gros contribuables» ? Quelle est l'origine de ces fortunes et comment se sont-elles constituées ? Nous pouvons affirmer sans risque de nous tromper qu'un des objectifs de cette scandaleuse convention est aussi de protéger les avoirs en Suisse d'un certain nombre de dignitaires algériens, à la retraite et en activité.

Si l'Algérie avait eu un gouvernement responsable, patriote et soucieux de la préservation de l'argent des contribuables, non seulement cette convention avec la Suisse contre la double imposition n'aurait jamais été signée, et il ferait la même chose que le gouvernement d'Obama : exiger à UBS (Union des banques suisses) la liste des citoyens algériens ayant des comptes bancaires secrets en Suisse et ayant échappé au fisc, et demander des informations à ce sujet.

La liste est longue, elle est déjà plus ou moins connue dans les milieux initiés, mais elle pourrait réserver quelques surprises.

Djalali Hadjadj

ELLE AVAIT ÉTÉ REÇUE PAR BOUTEFLIKA LE 8 FÉVRIER DERNIER À ALGER

La sénatrice française Samia Ghali rattrapée par les affaires à... Marseille !

«Le PS marseillais soupçonné d'associations de bienfaiteurs» ! C'est le titre d'un article bien documenté paru dans *le Canard enchaîné* (hebdomadaire satirique français) du 11 février 2009. PS pour Parti socialiste. Et qui se retrouve mêlé à ce scandale ? Samia Ghali, la sénatrice et maire des arrondissements de Marseille. Pour rappel, cette élue française avait été reçue par le président Bouteflika le 8 février 2009, et avait, à l'issue de cette entrevue, fait des déclarations à la presse algérienne, à l'AFP et à une station de radio française Beur FM — déclarations du genre «Bouteflika prépare son successeur...» —, puis avait fini par se raviser en démentant les propos pourtant tenus et... enregistrés ! La délégation française venue à Alger était dirigée par le président socialiste du Conseil général des Bouches-du-Rhône (13, France) Jean-Noël Guérini et l'entretien avec le président de la République, selon une dépêche de l'AFP (8 février 2009) avait duré près de trois heures, entretiens notamment axés sur la coopération décentralisée et la politique française. Selon *le Canard enchaîné*, l'enquête d'un juge marseillais lancée en mars 2008, après un signalement de la cellule antiblanchiment (Tracfin) du ministè-

re français de l'Economie, commence à donner des sueurs froides à certains élus et fonctionnaires du Conseil régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA), Conseil régional présidé par le socialiste Michel Vauzelle, ancien ministre de la Justice, et «partenaire» de la wilaya d'Alger. Ce même Vauzelle avait été reçu, lui aussi, par le président Bouteflika. S'agissant du scandale marseillais, sur le papier, des dizaines d'associations, goinfrees de subventions, menaient de belles actions. Mais sur le terrain, il ne se passait rien. De surplus, des boîtes aux lettres recueillaient bien l'argent. Mais le magistrat instructeur s'intéresse également aux XV^e et XVI^e arrondissements de Marseille dirigés par la sénatrice-maire Samia Ghali, protégée de Jean-Noël Guérini (président du Conseil général des Bouches-du-Rhône, 13), et ex-conseillère régionale déléguée à la vie associative à l'époque des faits, de 2005 à 2007.

Samia Ghali le jure : «Les dossiers concernés ne dépendaient ni de mon secteur ni de mes délégations.» 700 000 euros de subvention détournés ont été comptabilisés à ce jour, l'enquête étant toujours en cours.

LSC

LA SUISSE, ZONE DE NON-DROIT ET «PARASITE» UNIVERSEL

Agissons contre le recel d'Etat !

Lors de l'annonce de cette information sur ce nouveau scandale impliquant la banque suisse UBS, des citoyens européens ont réagi en donnant leur point de vue (récoltés sur le Net). Nous publions ci-dessous quelques uns de ces coups de colère.

«La Suisse pollue l'Europe alors qu'elle devrait être un modèle de vertu. Quand on a inventé la Croix-Rouge (le CICR, la plus ancienne organisation humanitaire, 3 fois Prix Nobel de la paix) on devrait se montrer digne de son passé si glorieux. Un triste pays où le racisme et la délation sont un sport national derrière une façade hypocrite... «La Suisse, voilà où est planqué une partie de l'argent du vol et du crime international, l'argent qui disparaît au profit des dictateurs en Afrique, en Asie, en Amérique. Un peu plus de justice mondiale, si on supprimait les paradis fiscaux. Pourquoi pas commencer chez nous, en Suisse ? Mais aussi un remède contre la crise mondiale, vu les sommes énormes que cela remettrait dans le circuit... «Les règles du jeu ont changé, la Suisse va l'apprendre. Sus à tous les paradis fiscaux, sans en oublier un seul. Un seul échappe, et c'est nous tous qui trinquons. L'argent sera mieux placé chez vous, en payant vos impôts. Rendons les autres solutions plus... hasardeuses... «Il y a donc des pays qui mettent la pression !! et qui obtiennent des compensations, de l'argent, et font le choix de l'éthique et la lutte contre l'évasion fiscale. Il est urgent que l'Union

européenne fasse de même, en frappant fort sur les paradis fiscaux et les paradis réglementaires (pas toujours les mêmes), que ce soit pour les comptes secrets, pour l'affaire Madoff.

L'occasion de mettre fin à ce monde pernicieux est là. Agissons !!... «Ce pays (la Suisse) est une honte... Mais tout le monde en profite ! Ce n'est pas près de changer. La Suisse profite de tous les avantages de l'Union européenne, y étant enclavée, sans aucun inconvénient bien sûr, puisque n'en faisant pas partie !!... «La Suisse joue le recel pour l'Union européenne comme les Caraïbes pour l'Amérique du Nord. Différence : les Bermudes se cachent. La Suisse en tire sa fierté nationale... «Ah, ah, les petits suisses sont embêtés parce qu'il commence à y avoir des trous dans le fromage !

On va apprendre bien des choses lorsque le cabinet d'avocats va révéler les 4 noms de ses clients américains d'UBS ; 52 000 clients américains (et combien en Europe ?).

Les magistrats, les organisations et les militants anti-corruption vont avoir du pain sur la planche, surtout si l'Europe emboîte le pas aux Américains. Peut-être qu'on pourrait organiser le G20 à Zurich ou Genève ? Ou un Forum Social Mondial ?... «Depuis longtemps la Suisse, (comme d'ailleurs en Europe communautaire, le Luxembourg et les îles anglo-normandes), prospère sur la fraude fiscale et les détournements d'argent public par les dirigeants corrompus

du monde entier. C'est du recel d'Etat. Il est temps de mettre fin à cette zone de non-droit. On ne voit pas ce qui peut justifier moralement le prétendu secret bancaire... «Le secret bancaire permet aux gredins du monde entier de dissimuler leurs sales combines. Sans secret bancaire, difficile de financer les rebellions, les coups d'Etat et la corruption des élites (et de leurs sous-fifres). Donc, devrait figurer comme premier point de tout programme politique qui se respecte. Et désolé pour les fraudeurs mais ils servent de paravent aux autres !... «La Suisse s'est instituée parasite universel. C'est son droit derrière ses montagnes. Pour la pratiquer avec mes collègues européens car elle est «enclavée» dans l'Union européenne, elle prend le monde entier de très haut, à commencer par ses voisins proches.

Il ne lui est tout simplement pas arrivé récemment malheur, elle s'imagine éternellement protégée par le tampon des pays qui l'entourent. La Suisse est devenue odieusement arrogante. Il faut impérativement la laisser dans sa vision. Par pédagogie.»

Où va l'argent sale ? Cette nouvelle affaire suisse liée aux comptes secrets bancaires, aux fraudes et à l'évasion fiscale est l'occasion pour les lecteurs intéressés de découvrir le site <http://www.argentsale.org/> pour en savoir plus et signer éventuellement la pétition mondiale contre les paradis fiscaux.